



Organisation
mondiale de la Santé

unicef | for every child

THE LANCET

Un avenir pour les enfants du monde ? La Commission OMS-UNICEF-Lancet



Helen Clark*, Awa Marie Coll-Seck*, Anshu Banerjee, Stefan Peterson, Sarah L Dalglish, Shanthi Ameratunga, Dina Balabanova, Maharaj Kishan Bhan†, Zulfiqar A Bhutta, John Borrazzo, Mariam Claeson, Tanya Doherty, Fadi El-Jardali, Asha S George, Angela Gichaga, Lu Gram, David B Hipgrave, Aku Kwamie, Qingyue Meng, Raúl Mercer, Sunita Narain, Jesca Nsungwa-Sabiiti, Adesola O Olumide, David Osrin, Timothy Powell-Jackson, Kumanan Rasanathan, Imran Rasul, Papaarangi Reid, Jennifer Requejo, Sarah S Rohde, Nigel Rollins, Magali Romedenne, Harshpal Singh Sachdev, Rana Saleh, Yusra R Shawar, Jeremy Shiffman, Jonathon Simon, Peter D Sly, Karin Stenberg, Mark Tomlinson, Rajani R Ved, Anthony Costello

Résumé d'orientation

Malgré les progrès spectaculaires enregistrés ces dernières décennies en termes de survie, de nutrition et d'éducation, les enfants d'aujourd'hui sont confrontés à un avenir incertain. Le changement climatique, la dégradation de l'environnement, la migration des populations, les conflits, l'omniprésence des inégalités et les pratiques commerciales abusives mettent en danger la santé et l'avenir des enfants de tous les pays. En 2015, les pays du monde entier sont convenus d'œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Pourtant, alors que près de cinq ans se sont écoulés depuis cette décision, peu de pays ont fait des progrès significatifs à cet égard. La présente Commission plaide pour que les enfants âgés de 0 à 18 ans soient placés au centre des ODD, c'est-à-dire au cœur du concept de durabilité et de notre aventure humaine partagée. Il est essentiel que les gouvernements mettent à profit les coalitions intersectorielles pour surmonter les pressions écologiques et commerciales existantes et veiller à ce que les enfants puissent jouir de leurs droits aujourd'hui et d'une planète viable dans les années à venir.

Investir dans la santé des enfants, une approche offrant des avantages tout au long de la vie, intergénérationnels et économiques

Les faits sont clairs : les investissements réalisés dès le plus jeune âge dans la santé, l'éducation et le développement des enfants ont des effets bénéfiques qui s'amplifient tout au long de la vie de l'enfant, ainsi que pour leurs futurs enfants et la société dans son ensemble. Les sociétés prospères sont celles qui investissent en faveur des enfants et protègent leurs droits, comme en témoignent les pays ayant obtenu des résultats favorables sur le plan sanitaire et économique au cours des dernières décennies. Pourtant, de nombreux responsables politiques ne perçoivent toujours pas l'investissement en faveur des enfants comme une priorité, ni comme le fondement qui permettra des améliorations sociétales plus générales. Même dans les pays riches, de nombreux enfants souffrent de la faim ou

vivent dans des conditions de pauvreté absolue, en particulier parmi les groupes sociaux marginalisés, notamment les populations autochtones et les minorités ethniques. Trop souvent, on néglige le potentiel des enfants présentant des troubles du développement, ce qui limite la contribution qu'ils peuvent apporter à la société. En outre, des millions d'enfants grandissent dans des conditions où ils sont meurtris par la guerre ou l'insécurité et dépourvus des services les plus élémentaires en matière de santé, d'éducation et de développement.

Les décideurs doivent faire preuve d'une vision à long terme. Si des services sanitaires et une nutrition adéquats dans la période prénatale et durant les premières années de vie jettent les bases de la bonne santé des enfants tout au long de leur vie, il en va de même de l'apprentissage et des compétences sociales acquises à un jeune âge, qui constituent le fondement du développement futur des enfants et de la réussite politique et économique d'un pays. La prestation de services de qualité, avec une couverture sanitaire universelle, doit être une priorité absolue. L'investissement en faveur des enfants offrirait d'énormes avantages, sans pour autant avoir un coût prohibitif : selon une analyse des ODD, le financement requis se chiffrerait à US \$195 par personne. Pour promouvoir un meilleur développement économique et humain, le gouvernement de chaque pays doit trouver les moyens de mobiliser des fonds à l'aide d'instruments susceptibles de combler ce déficit de financement pour les enfants appartenant aux segments les plus défavorisés de la population, en reconnaissant qu'il s'agit de l'investissement le plus fructueux qu'une société puisse effectuer. Mais les investissements ne sont pas seulement de nature monétaire : la participation des citoyens et l'action communautaire, donnant une voix aux enfants eux-mêmes, constituent des forces de changement puissantes qu'il faut mobiliser pour atteindre les ODD. Il faut que les mouvements sociaux soient un moteur de cette transformation en revendiquant les droits dont doivent disposer les communautés pour s'occuper des enfants et subvenir aux besoins des familles.

Publié en ligne
le 18 février 2020
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)32540-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)32540-1)

* Coprésidents de la Commission

† Dr Bhan died in January, 2020

The Helen Clark Foundation, Auckland, New Zealand (H Clark MA); Partnership for Maternal Newborn & Child Health, Geneva, Switzerland (H Clark); Senegal Presidency, Dakar, Senegal (A M Coll-Seck MD); Department of Maternal Newborn Child and Adolescent Health (A Banerjee MD, N Rollins MD, J Simon DSc), Department of Health Systems Governance and Financing, WHO, Geneva, Switzerland (K Stenberg MSc); Health Division (S Peterson MD, D B Hipgrave PhD, J Requejo PhD), HIV, Data, and Analytics Division UNICEF, New York, NY, USA (J Requejo); Department of International Health, Johns Hopkins School of Public Health, Baltimore, MD, USA (S L Dalglish PhD, Y R Shawar PhD, Prof J Shiffman PhD); School of Population Health, University of Auckland, Auckland, New Zealand (Prof S Ameratunga MBChB, P Reid MBChB); Department of Global Health and Development, London School of Hygiene and Tropical Medicine, London, UK (D Balabanova PhD, T Powell-Jackson PhD); Health Systems Transformation Platform, Tata Trusts, Mumbai, India (M K Bhan MD); Centre for Global Child Health, Hospital for Sick Children, Toronto, OT, Canada (Prof Z A Bhutta PhD); Global Financing Facility, World

Bank, Washington, DC, USA (J Borrazzo PhD, M Claeson MD); Health Systems Research Unit, South African Medical Research Council, Cape Town, South Africa (Prof T Doherty PhD, S S Rohde MPH); Department of Health Management and Policy, (Prof F El-Jardali PhD) Knowledge to Policy Center American University of Beirut, Beirut, Lebanon (Prof F El-Jardali, R Saleh MPH); School of Public Health, University of Western Cape, Bellville, South Africa (Prof A S George DPhil); Financing Alliance for Health, Nairobi, Kenya (A Gichaga MBChB); Institute for Global Health (L Gram PhD, Prof D Osrin MRCPCH), Department of Economics, (Prof I Rasul PhD) University College London, London, UK (Prof A Costello FMedSci); Health Policy and Systems Research Consultant, Accra, Ghana (A Kwamie PhD); China Center for Health Development Studies, Peking University, Beijing, China (Prof Q Meng PhD); Program of Social Sciences and Health, Latin American School of Social Sciences, Buenos Aires, Argentina (R Mercer MD); Centre for Science and Environment, New Delhi, India (S Narain BA); Department of Maternal and Child Health, Uganda Ministry of Health, Kampala, Uganda (J Nsungwa-Sabiiti PhD); Institute of Child Health, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria (A O Olumide FWACP); Department of Health Systems, WHO, Phnom Penh, Cambodia (K Rasanathan FAFPHM); West and Central Regional Office, UNICEF, Dakar, Senegal (M Romedenne MPH); Pediatrics and Clinical Epidemiology, Sitaram Bharti Institute of Science and Research, New Delhi, India (Prof H Singh Sachdev MD); Children's Health and Environment Program, The University of Queensland, Brisbane, QLD, Australia (Prof P D Sly MD); Institute for Life Course Health Research, Department of Global Health, Stellenbosch University, Stellenbosch, South Africa (Prof M Tomlinson PhD); and National Health Systems Resource Centre, New Delhi, India (R R Ved MPH)

Les gouvernements ont une obligation de diligence et de protection dans tous les secteurs

Les pays soucieux des générations futures accordent la priorité aux besoins de tous les enfants en offrant un certain nombre de prestations, comme les congés parentaux payés, des soins de santé primaires gratuits sur le lieu de recours aux soins, l'accès à des aliments sains et en quantités suffisantes, une éducation financée ou subventionnée par l'État et d'autres mesures de protection sociale. Ces pays veillent à ce que les enfants grandissent dans un milieu sain et sûr, avec un accès à une eau salubre, un air pur et des espaces où ils peuvent jouer à l'abri de tout danger. Ils respectent l'égalité des droits des filles, des garçons et des enfants dont l'identité de genre ne se conforme pas aux catégories établies. Les décideurs de ces pays se préoccupent des effets de toutes les politiques sur tous les enfants, mais en particulier sur ceux des familles démunies et des populations marginalisées, s'attachant en premier lieu à assurer l'enregistrement des naissances de sorte que l'État puisse répondre aux besoins des enfants à toutes les étapes de leur vie et les aider à devenir des citoyens adultes actifs et productifs. Les droits de l'enfant sont consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, ratifiée par tous les pays à l'exception des États-Unis d'Amérique. Les pays peuvent garantir ces droits de manières différentes, mais leur réalisation est le seul moyen pour les pays d'atteindre les ODD relatifs à la santé et au bien-être de l'enfant et exige une action publique forte et déterminée.

Étant donné que les menaces contre la santé et le bien-être des enfants trouvent leur origine dans tous les secteurs, une approche multisectorielle doit délibérément être mise en œuvre pour garantir la survie et l'épanouissement des enfants et des adolescents de 0 à 18 ans, aujourd'hui comme demain. Face aux menaces les plus importantes pesant sur la santé et le bien-être des enfants, il faut que des investissements soient consacrés à des secteurs autres que la santé et l'éducation, notamment le logement, l'agriculture, l'énergie et les transports. Un engagement politique est requis à l'échelon le plus élevé pour assurer une coordination entre tous les secteurs et tirer parti des synergies existantes à toutes les étapes de la vie, en garantissant une couverture sanitaire universelle, une bonne nutrition et une sécurité alimentaire pour tous, une planification urbaine raisonnée, des logements et des transports sûrs et abordables, une énergie propre pour tous et des politiques équitables de protection sociale. La gouvernance multisectorielle pourra prendre des formes différentes selon le pays, mais nécessitera l'établissement de partenariats stratégiques, une coordination entre ministères au plus haut niveau et la gestion de divers partenaires, chacun doté d'un rôle clairement défini, y compris des acteurs non étatiques et du secteur privé. Les chefs d'État ou premiers ministres doivent désigner un ministère transversal ou une entité équivalente qui

sera chargée d'assurer une action et une budgétisation communes en faveur de politiques favorables aux enfants et de demander un appui harmonisé de la part des partenaires mondiaux, dont le soutien est aujourd'hui fragmenté et inefficace.

Mesurer l'épanouissement actuel des enfants, mais déterminer aussi dans quelle mesure les émissions de gaz à effet de serre des pays détruisent leur avenir

Les pays riches enregistrent généralement de meilleurs résultats dans le domaine de la santé et du développement de l'enfant, mais leurs émissions de gaz à effet de serre passées et actuelles mettent en danger la vie de tous les enfants. Les dommages infligés aujourd'hui à l'environnement menacent l'avenir des enfants de notre planète, cette Terre qui est leur seule demeure. Par conséquent, notre compréhension des progrès à accomplir pour la santé et le bien-être des enfants doit accorder une place prioritaire aux mesures d'équité et de durabilité écologiques afin que tous les enfants soient protégés, y compris les plus vulnérables. Nous avons évalué la possibilité de suivre les progrès des pays au moyen d'un nouveau profil rendant compte de l'épanouissement et de l'avenir des enfants, élaboré sur la base des indicateurs ODD de survie et d'épanouissement communiqués par 180 pays et des menaces futures pour le bien-être des enfants, estimées indirectement par les émissions de gaz à effet de serre de chaque pays. Nous avons complété ce profil en ajoutant les mesures existantes d'équité économique. Les pays les plus pauvres ont encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir garantir une vie en bonne santé à leurs enfants, mais les pays riches mettent en danger l'avenir de tous les enfants en raison de leur pollution au carbone, qui est en voie de conduire à un changement climatique effréné et à une catastrophe écologique. Aucun pays n'a obtenu de bons résultats pour l'ensemble de ces trois mesures que sont l'épanouissement des enfants, la durabilité et l'équité.

Les indicateurs des ODD fournissent déjà une base solide pour le suivi des progrès. Cependant, nous n'avons trouvé que peu de données fournies par les pays pour les indicateurs de suivi de la santé et du bien-être des enfants, des indicateurs que tous les pays ont pourtant accepté de recueillir. Le suivi des ODD a besoin d'une forte impulsion en termes d'investissement pour combler les importantes lacunes en matière de données sur les indicateurs clés (<50% des pays communiquent des données pour de nombreux indicateurs), afin de permettre une désagrégation infranationale, si les gouvernements veulent être en mesure de suivre et d'examiner les données pour pouvoir agir. Pour assurer la croissance et l'épanouissement de nos enfants, nous avons besoin de données démographiques précises et en temps utile sur la santé, la nutrition, l'accès à l'éducation et les résultats scolaires, le logement et la sécurité environnementale, entre autres droits. Il sera essentiel

d'exploiter le pouvoir des mécanismes de responsabilisation des citoyens pour combler les lacunes en matière de données. Nous proposons également d'élaborer des tableaux de bord faciles d'utilisation pour chaque pays afin d'évaluer les effets sur le bien-être des enfants et le développement durable. Étant donné l'urgence d'agir, les rapports réguliers sur les ODD présentés à l'Assemblée générale des Nations Unies doivent être le point d'ancrage d'un plaidoyer fort en faveur de l'action pour les enfants partout dans le monde.

Adopter un nouveau protocole à la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies afin de réglementer la lutte contre les préjudices commerciaux causés aux enfants

Bien que nous reconnaissons le rôle des entreprises dans la création de richesses et d'emplois, la motivation du secteur commercial pour le profit fait peser de nombreuses menaces sur la santé et le bien-être des enfants, sans oublier les dégâts environnementaux provoqués par une industrie non réglementée. Plus immédiatement, les enfants du monde entier sont énormément exposés à la publicité des entreprises, dont les techniques de marketing exploitent la vulnérabilité de leur développement et dont les produits peuvent nuire à leur santé et à leur bien-être. Les entreprises font d'énormes profits en commercialisant des produits directement auprès des enfants et en faisant la promotion de produits qui créent une dépendance ou qui sont mauvais pour la santé, notamment la restauration rapide, les boissons sucrées, l'alcool et le tabac, qui sont tous des causes majeures de maladies non transmissibles. L'exposition importante et croissante des enfants aux contenus en ligne, même si elle leur apporte des avantages en termes d'accès à l'information et de soutien social, les expose également à l'exploitation, ainsi qu'aux brimades, aux jeux d'argent et à la manipulation par des criminels et des agresseurs sexuels.

L'autorégulation du secteur ne fonctionne pas et les cadres mis en place au niveau mondial ne sont pas suffisants. Une approche beaucoup plus radicale et plus globale de la réglementation est nécessaire. Nous demandons l'élaboration d'un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant (c'est-à-dire un élément supplémentaire au traité qui doit être ratifié de manière indépendante) visant à protéger les enfants contre la commercialisation du tabac, de l'alcool, substituts de lait maternel, des boissons sucrées, des jeux d'argent et contre les médias sociaux potentiellement préjudiciables, ainsi que contre l'utilisation inappropriée de leurs données personnelles. Les pays qui ont montré la voie en matière de protection des enfants contre les méfaits du marketing commercial, soutenus par la société civile, peuvent appuyer l'adoption d'un protocole par l'Assemblée générale des Nations Unies, donnant ainsi une impulsion à la mise en place de nouvelles protections juridiques et constitutionnelles pour les enfants au niveau national. Les enfants et les jeunes sont pleins d'énergie, d'idées et d'espoir pour l'avenir. Ils sont également en colère face à l'état du monde. Partout dans le monde, les écoliers et les jeunes protestent contre les menaces que font peser sur l'environnement les économies basées sur les combustibles fossiles. Nous devons trouver de meilleurs moyens de faire entendre leur voix et d'accroître leurs compétences pour assurer un avenir durable et sain à la planète. Les ODD exigent des gouvernements qui placent les enfants au centre même de leurs plans pour faire face à cette crise. La Commission actuelle formule des recommandations positives et optimistes, mais nous n'avons pas de temps à perdre et nous n'avons pas d'excuses si nous échouons. Un nouveau mouvement mondial pour la santé des enfants et des adolescents est aujourd'hui une nécessité urgente.

Correspondence to:
Prof Anthony Costello, Office of
the Vice-Provost, University
College London,
London WC1H 9BT, UK
anthony.costello@ucl.ac.uk